

**COLOMBIE**

**DEMANDER  
JUSTICE :  
LES MÈRES  
DE SOACHA**

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



**Amnesty International Publications**

L'édition originale en langue anglaise de cet ouvrage a été publiée en janvier 2010 par  
Amnesty International Publications  
Secrétariat international  
Peter Benenson House  
1 Easton Street  
Londres WC1X 0DW  
Royaume-Uni  
[www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)

© Amnesty International Publications 2010  
Les Éditions francophones d'Amnesty International pour la version française

Index AI : AMR 23/002/2010 - ÉFAI  
Original : anglais  
Imprimé par Amnesty International, Secrétariat international, Londres, Royaume-Uni

Tous droits de reproduction réservés. Cette publication ne peut faire l'objet, en tout ou en partie, d'aucune forme de reproduction, d'archivage ou de transmission, quels que soient les moyens utilisés (électroniques, mécaniques, par photocopie, par enregistrement ou autres), sans l'accord préalable des éditeurs.

Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes, réparties dans plus de 150 pays et territoires, qui défendent les droits humains. La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux. Nous faisons des recherches sur la situation des droits humains, nous les défendons et nous nous mobilisons pour mettre fin aux violations de ces droits. Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute idéologie politique, de tout intérêt économique et de toute religion. Notre action est en grande partie financée par les dons et les cotisations de nos membres.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



## COLOMBIE

# DEMANDER JUSTICE : LES MÈRES DE SOACHA

## CONTEXTE

En 2008, il a été révélé que les forces de sécurité avaient procédé à l'exécution extrajudiciaire de dizaines de jeunes hommes de Soacha, une banlieue pauvre de Bogotá, la capitale colombienne, ce qui a contraint le gouvernement à reconnaître qu'elles étaient responsables de ces actes et à prendre un certain nombre de mesures. Présentées à tort par l'armée comme des « *guérilleros tués au combat* » (et parfois comme des « *paramilitaires tués au combat* »), les victimes auraient été tuées avec la complicité de groupes paramilitaires ou de bandes criminelles. Les jeunes victimes ont été attirées vers le nord du pays par la promesse d'un emploi rémunéré, avant d'être tuées. Dans la plupart des cas, les soldats ont reçu de l'argent, des jours de permission supplémentaires et des lettres de félicitations de leurs supérieurs, en guise de récompense pour avoir « *tué un guérillero* ».

La dimension nationale et internationale du scandale provoqué par cette affaire a entraîné la mise à pied, en octobre 2008, de 27 militaires dont trois généraux, ainsi que la démission, en novembre de la même année, du chef des armées, le général Mario Montoya, qui avait été associé à des affaires de violations des droits fondamentaux. Le président Uribe a déclaré que les homicides de Soacha feraient l'objet d'une enquête menée par la justice civile et non par la justice militaire, qui revendique souvent sa compétence dans ce genre de dossiers et les classe sans suite, sans avoir procédé à des investigations sérieuses. La Fiscalía General de la Nación enquête actuellement sur quelque 2 000 exécutions extrajudiciaires, commises au cours des dernières décennies, qui seraient directement imputables à des membres des forces de sécurité.

Depuis la découverte des fosses communes dans lesquelles ont été enterrés quelques-uns des jeunes hommes de Soacha et le tollé qui s'en est suivi, un grand nombre des mères et autres proches de victimes – notamment celles originaires de Soacha –, qui font campagne pour que justice soit rendue, sont surveillés et font l'objet de menaces et d'actes de harcèlement, toutes ces manœuvres étant destinées à les dissuader de continuer à réclamer justice.

En 2009, en grande partie en raison de la vague d'indignation soulevée par les meurtres des jeunes de Soacha, des dizaines de membres des forces de sécurité ont été arrêtés. Cependant, en janvier 2010, les personnes réclamant justice ont connu un sérieux revers car quelque 31 militaires ont été remis en liberté par les tribunaux au motif qu'ils n'avaient pas été inculpés officiellement dans les 90 jours suivant leur arrestation, comme le prévoit le droit colombien. D'autres membres des forces de sécurité impliqués dans ces meurtres ont aussi été libérés pour les mêmes raisons.



© DR

Des mères de Soacha lors d'une conférence de presse en 2009. De gauche à droite : 1) Edilma Vargas, mère de Julio César Mesa Vargas, 2) Carmenza Gómez Romero, mère de Víctor Fernando Gómez Romero, 3) María Ubilerma Sanabria, mère de Jaime Steven Valencia Sanabria, 4) Luz Marina Bernal Porras, mère de Fair Leonardo Porras Bernal, 5) Idaly Garcera Valdéz, mère de Diego Alberto Tamayo Garcera, 6) Luz Edilia Palacios Bustamante, mère de Jader Andrés Palacio Bustamante, 7) Martha Aleyda Alfonso, belle-mère de Daniel Andrés Pesca Olaya.

# ÉTUDES DE CAS

## LUZ MARINA PORRAS BERNAL

Le fils de Luz Marina Porras Bernal, Fair Leonardo Porras Bernal, était âgé de 26 ans lorsqu'il a disparu, le 8 janvier 2008. Le 16 septembre de la même année, sa mère a reçu un appel téléphonique l'informant que le corps de son fils avait été retrouvé dans une fosse commune à Ocaña, une municipalité du département de Norte de Santander, dans le nord-ouest du pays. Des sources militaires ont prétendu qu'il appartenait à un groupe armé illégal et était mort au combat le 12 janvier 2008. Les enquêtes menées par la Fiscalía General ont par la suite démenti ces informations et conclu que Fair Leonardo Porras Bernal avait été exécuté de manière extrajudiciaire par l'armée. Celui-ci, comme des dizaines de jeunes hommes de Soacha et d'autres communes de Colombie, avait été attiré loin de chez lui par de fausses promesses d'embauche dans une autre ville puis abattu par l'armée, qui l'a ensuite présenté comme un membre d'un groupe armé illégal tué au combat.

Le frère de Fair Leonardo Porras Bernal, John Smith Porras Bernal, reçoit des menaces depuis que sa mère et d'autres mères de Soacha dont les fils ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires cherchent à obtenir justice. Le 2 novembre 2009, une lettre de menace a été glissée sous la porte de son domicile à Soacha. En voici un extrait : « Inutile de te cacher et de t'enfermer chez toi parce que tu vas sortir et on t'attrapera, comme on te l'a dit. Si tu ne veux pas qu'il t'arrive quelque chose, va-t'en le plus vite possible, il ne te reste plus beaucoup de temps. N'oublie pas que, nous, on ne plaisante pas. On t'a à l'œil, crois-nous, on ne plaisante pas. »

Ce n'est pas la première menace qu'il a reçue. Le 20 octobre 2009, une autre lettre a été envoyée chez lui, stipulant qu'il devait en « assumer les conséquences ». Cela faisait référence à un précédent message, envoyé le 10 octobre 2009, qui ordonnait à John Smith et aux autres habitants de Soacha, dont des proches avaient été victimes d'exécutions extrajudiciaires, de se taire, ce qu'ils n'ont pas fait. Craignant pour sa sécurité et celle de ses proches, cet homme a décidé de quitter son domicile et sa famille pour s'installer dans une autre maison de Soacha. L'objectif des menaces proférées contre lui pourrait être de dissuader Luz Marina Porras Bernal, sa mère, de continuer à réclamer justice.

## CARMENZA GÓMEZ ROMERO

Le fils de Carmenza Gómez Romero, Víctor Fernando Gómez, a été exécuté de manière extrajudiciaire par les forces de sécurité, le 25 août 2008. Carmenza Gómez Romero reçoit des menaces ; un autre de ses fils a été tué et une de ses filles a également reçu des menaces téléphoniques.

John Nilson, fils de Carmenza Gómez Romero et frère de Víctor Fernando Gómez, a été victime d'une tentative de meurtre en octobre 2008. Quelqu'un l'a poussé du haut d'un pont de 20 mètres à Fusagasuga, une commune située à 60 kilomètres de Bogotá. Ce jour-là, il devait, semble-t-il, rencontrer une personne au sujet de l'enquête sur le meurtre de son frère.

Selon le témoignage de sa mère, il a reçu, le 22 novembre 2008, la menace suivante par téléphone : « Tu ne tires pas les leçons de ce qui est arrivé. Ce qui est arrivé à ton frère n'a donc pas suffi, arrête d'enquêter. » Il a été abattu le 4 février 2009.

Après son décès, des membres de sa famille ont continué à recevoir des menaces. Le 4 mars 2009, Luz Nidia Torres Gómez, la fille de Carmenza, a reçu des menaces téléphoniques : « Comme ça tu te mets à dénoncer, qu'est-ce que tu veux triple salope, tu veux finir comme ton frère ? »

## MARIA UBILERMA SANABRIA LÓPEZ

Jaime Steven Valencia Sanabria, le fils de María Ubilerma Sanabria, a été victime d'une exécution extrajudiciaire le 8 février 2008. María Ubilerma Sanabria a retrouvé son corps et l'a enterré en novembre 2008. Quelques jours plus tard, elle a commencé à recevoir des menaces et des insultes par téléphone, et on lui a enjoint de se taire.

Le 7 mars 2009, elle allait chercher sa petite-fille à l'école lorsque deux hommes à moto se sont approchés d'elle. L'homme qui se trouvait à l'arrière a sauté de la moto et l'a plaquée contre un mur en la tenant par les cheveux pendant que l'autre lui disait : « [...] on ne plaisante pas, continue à l'ouvrir et tu verras, tu finiras comme ton fils, on ne plaisante pas vieille salope. »

D'autres proches de María Ubilerma Sanabria, notamment ses filles, ont également été menacés.

## BLANCA NUBIA MONROY

Le 25 juillet 2009 à 21 h 30, deux hommes en treillis militaires qui circulaient à moto ont abordé la fille et le fils de Blanca Nubia Monroy, respectivement âgés de 15 et 17 ans. Ils les ont fouillés sans ménagement, leur ont demandé où ils vivaient et ce qu'ils faisaient dans la rue à cette heure-là. Les enfants de Blanca Nubia Monroy étaient accompagnés de plusieurs jeunes mais ce sont les seuls à avoir été fouillés.

L'autre fils de Blanca Nubia Monroy, Julián Oviedo Monroy, a été victime d'une exécution extrajudiciaire le 3 mars 2008.

## EDILMA VARGAS RIOJAS

Le 27 janvier 2008, Julio César Mesa Vargas, le fils d'Edilma Vargas Riojas, a été victime d'une exécution extrajudiciaire imputable aux forces de sécurité. Après la disparition de son fils, Edilma Vargas Riojas s'est mise à faire des recherches dans le voisinage pour tenter de le retrouver. Un voisin lui a dit qu'il valait mieux qu'elle cesse de poser de questions. Les menaces qu'elle a reçues l'ont contrainte à quitter son domicile du quartier de San Nicolás, à Soacha.

## FLOR HILDA HERNÁNDEZ

Le téléphone portable et l'agenda de Flor Hilda Hernández ont été volés, respectivement le 15 août et le 20 septembre 2009. Ils contenaient les coordonnées de personnes et d'organisations qui l'avaient aidée à signaler le meurtre de son fils Elkin Gustavo Verano, commis par l'armée le 15 janvier 2008.

# RECOMMANDATIONS

Amnesty International demande au gouvernement colombien :

- de diligenter une enquête approfondie et impartiale sur les menaces reçues par Luz Marina Bernal Porras, Carmenza Gómez Romero, María Ubilerma Sanabria López, Blanca Nubia Monroy, Edilma Vargas Riojas, Flor Hilda Hernández et leurs proches, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire en justice les responsables présumés ;
- de prendre des mesures décisives afin de garantir la sécurité de toutes les personnes citées et de leurs proches, en tenant compte de leurs souhaits ;
- d'ordonner l'ouverture d'une enquête approfondie et impartiale sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires imputables à des membres des forces de sécurité, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire en justice les responsables présumés de ces actes.

Amnesty International  
International Secretariat  
Peter Benenson House  
1 Easton Street  
London WC1X 0DW

[www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

